

COUR D'APPEL DE VERSAILLES

Arrêt prononcé publiquement le **SEPT JANVIER DEUX MILLE VINGT SIX** par Monsieur Yves GAUDIN, Conseiller faisant fonction de président de la **9ème chambre des appels correctionnels**, en présence du ministère public,

Sur appel d'un jugement du tribunal correctionnel de Pontoise du 16 juin 2022,

COMPOSITION DE LA COUR

Lors des débats, du délibéré,

PRÉSIDENT : Monsieur Yves GAUDIN,
CONSEILLERS : Monsieur Guillaume BOBET,
Madame Anne GAILLY,

MINISTÈRE PUBLIC : Madame Anne PROUST, avocat général, lors des débats,

GREFFIER : Madame Naouelle PEREZ lors des débats et au prononcé de l'arrêt,

PARTIES EN CAUSE

Monsieur le Procureur général, près la Cour d'appel de Versailles, appelant incident, contre :

PRÉVENU



Jamais condamné, libre,

Comparant, assisté de Maître JOSSEAUME Rémy, avocat au barreau de PARIS, ayant déposé des conclusions visées à l'audience.

RAPPEL DE LA PROCÉDURE :

LA PRÉVENTION :

■■■■■ est prévenu :

Devant la Cour statuant sur renvoi de la cour de cassation :

La cour informe les parties que le dossier serait jugé en collégialité en application des dispositions de l'article 510 du code de procédure pénale.

■■■■■ est représenté par son conseil lequel expose, *in limine litis*, le moyen de nullité tel qu'exposé en première instance.

Il rappelle que les dispositions de l'article R.235-6 du Code de la Route imposent que lorsque le prévenu se réserve le droit de solliciter une contre-expertise, un prélèvement de sang soit réalisé le plus tôt possible à la diligence des enquêteurs, lui permettant ainsi d'exercer son droit à faire procéder à une contre-expertise.

Il rappelle que ■■■■■ a clairement manifesté son intention de se réserver ce droit, sans qu'aucun prélèvement sanguin ne soit réalisé, qu'ainsi, quand le résultat de l'analyse salivaire lui a été communiqué, il n'a pas été en mesure d'exercer son droit à solliciter une contre-expertise, le privant de fait du droit de faire vérifier la fiabilité du résultat de l'analyse du prélèvement salivaire, ce qui lui a nécessairement causé un grief.

Il sollicite donc la nullité des opérations de prélèvement salivaire et de l'analyse en découlant et sollicite la relaxe de son client en rappelant que les seuls aveux du prévenu sont insuffisants pour entrer en voie de condamnation.

Madame l'Avocat Général sollicite l'infirmer de la décision contestée en faisant droit au moyen de nullité présenté.

La défense confirme sa position et sollicite la nullité du prélèvement salivaire et la relaxe de ■■■■■.

Or, en agissant ainsi, comme le rappelle la Cour de Cassation, les droits de ■■■■■ ont été irrémédiablement compromis, peu important qu'il ait ou non sollicité ladite contre-expertise par la suite.

Il convient en conséquence d'infirmer la décision qui a rejeté l'exception de nullité, d'accueillir favorablement ce moyen de nullité et d'annuler le prélèvement biologique réalisé. Faisant suite à ce moyen de nullité, il convient d'annuler également l'analyse salivaire et la notification de son résultat à ■■■■■, actes subséquents à ce prélèvement et également affectés par cette irrégularité.

Sur la culpabilité :

En l'absence de prélèvement et d'analyse biologique, la cour doit constater que l'infraction reprochée n'est pas caractérisée. Il convient donc d'infirmer la décision contestée sur la culpabilité et de renvoyer ■■■■■ des fins de la poursuite.

PAR CES MOTIFS

LA COUR, statuant publiquement, par arrêt contradictoire à l'égard de ■■■■■ sur renvoi après cassation, en matière correctionnelle et après en avoir délibéré conformément à la loi,

8

Infirme le jugement sur le rejet de l'exception de nullité,

Et statuant à nouveau,

Fait droit au moyen de nullité soulevé,

Annule le prélèvement salivaire ainsi que l'analyse biologique et la notification des résultats de cette analyse, actes subséquents,

Infirme le jugement sur la culpabilité,

Et statuant à nouveau,

Renvoie ■■■■■ des fins de la poursuite.

Et ont signé le présent arrêt, le président et le greffier.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT